

La diffusion en jeu

Marc Haentjens

Que vaut la création sans diffusion?

Numéro 61, mars 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42430ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (1991). La diffusion en jeu. *Liaison*,(61), 27–29.

La diffusion en jeu

par Marc Haentjens

La pièce **Le Chien** présentée en lecture publique au Sommet de la francophonie à Québec en 1987 et récipiendaire du prix du Gouverneur général en 1988, aura été plus jouée à Toronto en anglais ou au Québec et en France qu'en Ontario français. L'exemple a peut-être été souvent cité mais il n'est pas unique. À l'exception d'Ottawa et de Sudbury, les dernières créations de la dramaturgie franco-ontarienne n'auront pour ainsi dire pas été vues en province, même si elles ont été chaleureusement applaudies ailleurs, à Montréal, au Québec ou en France. Parmi quelques exemples : **Nickel, Les Rogers, La Visite, Cris et blues.**

Même dans le domaine du théâtre pour enfants où les écoles françaises représentent pourtant un débouché important, plusieurs théâtres franco-ontariens, comme le Théâtre de la Vieille 17 ou Vox Théâtre, se voient obligés de chercher ailleurs des débouchés pour leurs spectacles : au Centre national des Arts à Ottawa, à la Maison Théâtre à Montréal, et plus largement au Québec ou en Acadie. Et, quand ils jouent ici, c'est de plus en plus souvent dans les écoles... d'immersion!

Si la contradiction est plus manifeste au théâtre, c'est qu'on s'était habitué, grâce à l'initiative des créateurs, à voir *nos troupes* faire fréquemment le tour de la province. Qu'on se rappelle les « belles tournées » provinciales de **La parole et la loi, des Murs de nos villages** ou des pièces pour enfants de la Corvée et du TNO. Mais le « problème de la diffusion », comme on le nomme dans les documents officiels, ne se limite pas au théâtre, il affecte en réalité toutes les disciplines.

Dans le domaine de l'édition, notamment, la situation n'est pas beaucoup plus rose. Après près de 20 ans d'existence, la maison d'édition *Prise de parole* à Sudbury a toujours de la difficulté à trouver un marché qui lui permettrait d'élargir son tirage. Hors quelques *best-sellers*, comme **La Vengeance de l'original** ou **Le Trappeur du Kabi** (près de 20 000 exemplaires à eux deux) qui ont bénéficié de l'ouverture du marché scolaire, les bons vendeurs chez *Prise de Parole* excèdent rarement 1 500 copies. Un score honorable pour du théâtre ou de la poésie mais minime pour du roman. Et les chiffres ne sont pas différents aux Éditions du Vermillon, du Nordir ou L'Interligne : de quoi décourager des auteurs à continuer de publier ici!

Les mêmes constats peuvent être faits dans les autres domaines. Dans celui des arts visuels, par exemple, où Pro-Arts travaille depuis plus de dix ans à bâtir et alimenter un réseau de galeries éducatives, la création d'un marché reste encore problématique. Au point de remettre en cause le bien-fondé de l'organisme lui-même (lire l'article de Marie-Jeanne Musiol). Et que dire du milieu de la chanson ou du cinéma où les artistes qui persistent ont surtout en commun de tirer le diable par la queue!

Une préoccupation centrale

Cette réalité explique que la diffusion soit devenue depuis quelques années le mot-clé des analyses ou des réflexions sur la situation des arts et de la culture en Ontario français et, plus largement, dans l'ensemble de la francophonie canadienne. Avec ses corollaires : le développement d'un public, le développement du marché, le développement de réseaux, etc. Non pas que la question de la diffusion ne se soit jamais posée auparavant, mais parce qu'elle apparaît soudain comme le véritable *talon d'Achille* de tout l'édifice culturel patiemment bâti depuis une vingtaine d'années.

On peut en voir la manifestation dans l'écho qu'y donnent les différents représentants du milieu artistique et culturel. Ainsi, la Fédération culturelle canadienne-française qui regroupe les porteurs culturels des 11 provinces et territoires hors Québec consacre clairement la diffusion comme la priorité numéro un de sa programma-



Photo : Jules Villemaire

tion. Avec deux principales cibles : le renforcement des regroupements artistiques et l'établissement ou la consolidation de réseaux de diffusion régionaux ou nationaux. Le Regroupement des éditeurs acadiens et canadiens-français, formé dans le giron de la Fédération, s'est quant à lui récemment doté, lors d'une rencontre annuelle au Salon du livre de Montréal, d'un programme de formation et de promotion visant le développement de nouveaux marchés. Enfin, l'Association nationale des théâtres francophones hors Québec, qui regroupe les théâtres professionnels francophones à l'échelle du pays, faisait de la diffusion le thème central de son assemblée annuelle en décembre dernier à Sudbury (lire synthèse de Micheline Tremblay).

Le théâtre pour enfants toujours à la recherche de nouveaux débouchés. Monique Landry du Théâtre des Lutins.

Paul Demers, Daniel Poliquin, Paul Tanguay, Richard de Grandmont et Michel Paiement s'intéressent à la diffusion de notre musique.



Photo : André Pilon

Les agences gouvernementales aussi se montrent sensibles à la question. En réponse aux différents constats évoqués précédemment, le ministère de la Culture et des Communications de l'Ontario entreprenait il y a deux ans une vaste étude sur la situation des *industries culturelles* francophones dans la province. Bien qu'elle n'apporte pas vraiment de solutions aux difficultés présentes, l'étude donne du moins une première mesure d'ensemble de la situation (lire l'article de Simon Laflamme). Une série de consultations en cours pourrait précipiter une intervention plus active du Ministère dans le dossier. De son côté, le Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario négociait il y a un peu plus d'un an, avec l'Assemblée des centres culturels de l'Ontario (ACCO), un projet-pilote de diffusion visant, sur une période de trois ans, à constituer un réseau de présentation d'œuvres et de spectacles franco-ontariens à travers les centres culturels de la province. Le projet qui n'en est encore qu'à sa phase de conception reste incertain mais prend acte, lui aussi, du malaise présent.

Toutes ces initiatives sont sous-tendues par un même constat : si la création franco-ontarienne et, plus largement, la création franco-canadienne (en milieu minoritaire) a connu depuis vingt ans un développement spectaculaire, au point d'égaliser ou de pouvoir rivaliser avec la création québécoise, l'environnement culturel dans lequel elle s'exprime n'a pour sa part que peu évolué, creusant de ce fait un fossé grandissant entre la situation de la production artistique et les modes de consommation culturelle de la communauté.

Un manque d'appuis institutionnels

On peut bien sûr attribuer à ce phénomène certaines causes endémiques, notamment, la fai-

blesse numérique des communautés francophones présentes à l'extérieur du Québec. De fait, la taille de ces communautés se situe bien souvent en-deçà des standards de marché communément établis pour mesurer la viabilité de certaines activités artistiques. Dans le domaine du théâtre, par exemple, le chiffre de 100 000 habitants qui est fréquemment avancé pour fixer le bassin de population minimum à l'opération d'un théâtre en salle fixe disqualifierait a priori toutes les entreprises théâtrales hors Québec, à l'exception peut-être d'Ottawa où la présence du Centre national des Arts crée toutefois un autre obstacle. Et le même raisonnement pourrait s'appliquer à l'opération de maisons d'édition, de librairies, de circuits de spectacles, etc.

Au-delà de cette donnée, difficilement contournable, les représentants du milieu artistique pointent toutefois un autre facteur qui aurait, lui, la possibilité, d'être infléchi : c'est le manque d'intérêt et d'appuis que les institutions communautaires manifestent de façon générale à l'égard de la création artistique et des créateurs. Les premières institutions visées sont bien sûr les écoles qui, sauf exceptions, assument rarement le rôle de promoteurs et de diffuseurs culturels qu'il leur appartiendrait de jouer. Peu nombreuses à posséder des programmes d'animation culturelle dynamiques, elles sont rares également à valoriser systématiquement la création franco-ontarienne dans leurs cours ou leurs activités : que ce soit par l'achat de spectacles, l'achat de livres et de disques, l'inscription d'auteurs au programme d'études, l'invitation d'artistes en résidence, etc. Mais les écoles ne sont pas non plus les seules qui pourraient faire plus et mieux. Les artistes soulignent aussi la passivité des centres culturels qui, plus souvent qu'autrement, se font tirer l'oreille pour promouvoir la création d'ici. Et l'on pourrait ajouter à la liste plusieurs autres exemples d'institutions dont l'appui aux activités artistiques est

loin d'atteindre son plein potentiel. On peut penser à la Chaîne française de TVOntario mais aussi, et plus largement, aux médias de langue française (la Société Radio-Canada incluse) ou encore, dans un autre registre, au réseau des caisses populaires.

Contrairement à ce qui se passe ailleurs, au Québec notamment, la production artistique franco-ontarienne ou franco-canadienne ne semble disposer ainsi que de peu de relais pour rejoindre un public qui nécessiterait, pourtant, de par sa dispersion, son petit nombre et sa réalité culturelle, un maximum d'initiatives pour se laisser toucher ou sensibiliser.

Quelques avenues s'offrent aux créateurs

Face à ce constat, la solution aux problèmes actuels réside pour beaucoup dans une transformation des institutions francophones et leur engagement dans le développement culturel de la communauté. Ce point de vue est d'ailleurs renforcé par les récentes conclusions de la Commission Vision d'avenir sur l'assimilation des jeunes francophones hors Québec, laquelle voit aussi dans la passivité des institutions communautaires le principal frein à un rayonnement culturel élargi. Les moyens de cette transformation restent par contre à inventer. Car cela fait déjà plusieurs années que les membres de la communauté artistique en font valoir le bien-fondé auprès des structures existantes, sans pourtant recevoir beaucoup d'échos à leurs demandes, bien au contraire. Certaines initiatives concrètes, comme le projet de coordination artistique mis de l'avant par l'Assemblée des centres culturels, pourraient toutefois marquer des ouvertures dans cette direction.

Une autre avenue qui s'offre aux créateurs reste le développement de nouveaux marchés et, particulièrement, l'ouverture du marché québécois. Avec une population dix fois plus importante et bénéficiant de traditions établies en matière de consommation culturelle, le Québec représente effectivement, à notre porte, un débouché de premier plan. L'idée sans doute ne date pas d'hier et a déjà été éprouvée par plusieurs représentants de la communauté artistique franco-ontarienne. Robert Paquette en est probablement l'un des plus illustres exemples, mais on pourrait aussi mentionner certains théâtres, des maisons d'édition, de même que des artistes visuels qui se sont fait découvrir à Montréal, il y a quelques années, lors de la Quinzaine ontarioise organisée par l'ACCO. Ce qui est plus nouveau, néanmoins, ce sont les moyens que les artistes entendent se donner pour réussir cette entrée sur le marché québécois. Que ce soit à l'Association des théâtres, au Regroupement des éditeurs ou encore à la récente Association des professionnels de la chanson et de la musique de l'Ontario, on tente désormais d'établir des stratégies qui devraient permettre à un plus grand nombre d'y parvenir. Bien sûr, on n'ignore pas non plus les difficultés que le marché québécois représente et, particulièrement, la concurrence qu'il faut y

affronter. Mais on espère pouvoir identifier les bonnes portes d'entrée pour parvenir graduellement à convaincre le public ou les distributeurs québécois de la qualité du produit franco-ontarien ou franco-canadien.

Sinon, que reste-t-il? Ce que plusieurs continuent à faire, soit de travailler patiemment ici à se gagner un public et infiltrer, de proche en proche, tous les réseaux qui peuvent y contribuer. Les exemples ne manquent pas. Les efforts que les artistes déploient pour y réussir sont légendaires. Paul Demers en sait quelque chose! Mais, comme on l'a évoqué plus tôt, les résultats restent lents et fragiles, en même temps que l'investissement lourd à porter. Surtout si l'on ne veut pas sacrifier la création : raison d'être, en fin de compte, de toutes ces initiatives et de toutes ces démarches.

C'est pourquoi, au-delà des moyens, individuels ou collectifs, engagés par les membres de la communauté artistique, il faut espérer qu'un plus large mouvement puisse se dessiner pour permettre à la création d'ici d'obtenir finalement dans la communauté tout l'écho et le rayonnement qu'elle mérite. Et que si les dernières décennies ont été marquées par l'essor de notre production artistique, les années 1990 puissent s'illustrer par l'élargissement de nos possibilités de diffusion.



Yvan Dutrisac évolue dans différents réseaux de diffusion.



Monique Bertoli et Jacques Flamand veulent allier création et diffusion aux Éditions du Vermillon